

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je suis content qu'on me pose cette question, car il semble y avoir malentendu.

La TransAir a demandé l'autorisation d'abandonner certains services qu'elle assurait dans les provinces des Prairies. Dans le cas du circuit Yorkton-Saskatoon, les motifs ont paru tellement plausibles à la Commission des transports aériens qu'elle a accordé l'autorisation demandée. Le service est peut-être déjà abandonné, mais je n'ai pas vérifié.

Pour ce qui est des autres services, la Commission a décidé qu'ils doivent être maintenus tant que les audiences publiques n'auront pas eu lieu et que la Commission n'aura pas rendu de décision sur la demande de TransAir. Donc, les services fournis par la TransAir seront maintenus tant que les audiences publiques n'auront pas eu lieu et que la Commission n'aura pas pris de décision. Bien entendu, il serait déplacé que j'essaie de prédire ici cette décision.

Le très hon. M. Diefenbaker: Merci. J'aimerais poser une question complémentaire. Le ministre sait-il quand ces audiences commenceront? A-t-on maintenant des précisions qui permettraient aux habitants de ces endroits, et en particulier aux Chambres de commerce et aux agglomérations intéressées, d'obtenir des renseignements à ce sujet?

L'hon. M. Pickersgill: Je parle de mémoire, mais ma mémoire est sans doute bonne, et, sauf erreur, la Commission a invité toute personne qui désire témoigner à l'audience à l'en informer avant le 1^{er} avril. Les audiences sont fixées au 16 avril, ou à peu près, je pense. J'imagine qu'elles dureront quelques jours.

Il se peut qu'on n'en soit pas très bien informé dans le public. Je crois que si un certain nombre de personnes voulaient présenter des instances, mais qu'elles n'avaient probablement pas le temps de le faire savoir d'ici au 1^{er} avril, la Commission se montrerait sympathique à toute personne qui, se trouvant dans cette situation, lui demanderait de prolonger un peu le délai.

M. K. H. More (Regina-City): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre des Transports nous dirait-il si les audiences auront lieu à Regina?

L'hon. M. Pickersgill: Je ne sais pas exactement si elles auront lieu à Regina ou à Winnipeg, mais je pense que ce sera à Regina. Je pourrais vérifier.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

[Français]

LES MINES ET RELEVÉS TECHNIQUES

A PROPOS DES MINES D'OR DANS LE NORD-OUEST DU QUÉBEC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Réal Caouette (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre des Mines et des Relevés techniques.

Le ministre a-t-il eu des entretiens, tel que je le lui demandais l'autre jour à la Chambre, avec les autorités du ministère des Mines de la province de Québec au sujet des subsides consentis aux mines d'or du nord-ouest du Québec?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Mines et des Relevés techniques): On m'avait demandé l'autre jour d'aller téléphoner à un certain personnage important à Québec. J'ai fait cet appel mais, malheureusement, mon interlocuteur n'était pas présent. Il doit me rappeler incessamment.

[Traduction]

LES AFFAIRES INDIENNES

LES ÎLES REINE-CHARLOTTE—LES SUBVENTIONS À UNE CONSERVERIE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre du Nord canadien et des Ressources nationales, puis-je demander au premier ministre s'il peut nous dire ce que le gouvernement se propose de faire pour venir en aide à près de 1,400 personnes indigènes pour la plupart, gravement touchées par la fermeture de la conserverie de Masset dans les Îles de la Reine-Charlotte en Colombie-Britannique?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je tiendrai volontiers cette question pour préavis. Je crois qu'elle a déjà été posée à la Chambre cette semaine, mais je me renseignerai.

M. Chatterton: A titre de question supplémentaire, lorsque la chose sera étudiée, le gouvernement envisagerait-il la possibilité d'avoir recours à une certaine partie du programme de 112 millions annoncé par le ministre jeudi dernier, pour venir en aide aux Indiens haïda de ces îles?

Le très hon. M. Pearson: Je discuterai la question avec le ministre, mais je crois que le programme en question est destiné à une autre fin.